

Cote du document: EB 2015/LOT/P.2
Date: 11 mars 2015
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt à la République d'Angola
pour le Projet d'appui à la pêche artisanale et
à l'aquaculture

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Robson Mutandi
Représentant et directeur de pays
téléphone: +251 911523950
courriel: r.mutandi@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Chef du Bureau des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Pour: Approbation

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	2
II. Description du projet	3
A. Zone d'intervention et groupe cible	3
B. Objectif de développement du projet	4
C. Composantes/résultats	4
III. Exécution du projet	4
A. Approche	4
B. Cadre organisationnel	5
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	5
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	5
E. Supervision	6
IV. Coût, financement et avantages du projet	6
A. Coût du projet	6
B. Financement du projet	6
C. Résumé des avantages et analyse économique	7
D. Durabilité	7
E. Identification et atténuation des risques	8
V. Considérations d'ordre institutionnel	8
A. Respect des politiques du FIDA	8
B. Alignement et harmonisation	8
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	8
D. Participation à l'élaboration des politiques	9
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	9
VII. Recommandation	9
Annexe	
Accord de financement négocié	10
Appendice	
Logical framework (Cadre logique)	

Sigles et acronymes

AFAP	Projet d'appui à la pêche artisanale et à l'aquaculture
ECP	Stratégie de lutte contre la pauvreté
ENSAN	Stratégie nationale pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle
IPA	Institut pour le développement de la pêche artisanale et de l'aquaculture
UCP	Unité de coordination du projet

Carte de la zone du projet



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République d'Angola

Projet d'appui à la pêche artisanale et à l'aquaculture

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République d'Angola
Organisme d'exécution:	Ministère de la pêche
Coût total du projet:	12,1 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	7,91 millions de DTS (équivalant approximativement à 11,1 millions d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	Conditions mixtes, assorties d'un taux d'intérêt fixe de 1,25%, plus une commission de service de 0,75% l'an sur le montant de l'encours en principal avec un délai de remboursement de 25 ans, dont un différé d'amortissement de 5 ans à compter de la date d'approbation par le Conseil d'administration
Cofinanceur:	Bien qu'il ne fasse pas partie de cette proposition de projet, un financement parallèle, sous la forme d'un don de la Communauté européenne d'un montant de 10,0 millions d'EUR, est en cours d'achèvement.
Contribution de l'emprunteur:	1,0 million d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de prêt à la République d'Angola pour le Projet d'appui à la pêche artisanale et à l'aquaculture, telle qu'elle figure au paragraphe 40.

Proposition de prêt à la République d'Angola pour le Projet d'appui à la pêche artisanale et à l'aquaculture

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. L'Angola se trouve dans le sud-ouest de l'Afrique. Le pays est bordé par l'océan Atlantique à l'ouest, la Namibie au sud et la République démocratique du Congo et la Zambie, respectivement au nord et à l'est. C'est le troisième pays d'Afrique subsaharienne en superficie, puisqu'il couvre 1,2 million de km² environ. Aucun recensement n'ayant été réalisé depuis 1970, il faut se fonder sur des estimations de la population, qui se situent entre 16 et 18 millions d'habitants, dont quelque 41% vivent en milieu rural. L'Angola est l'un des pays d'Afrique les plus riches en ressources. C'est le deuxième producteur de pétrole d'Afrique subsaharienne après le Nigéria, et le quatrième producteur de diamants (en valeur). Le pays est également doté d'une quantité considérable d'autres ressources naturelles, notamment des minéraux, de l'eau, des terres agricoles, des forêts et des ressources halieutiques.
2. Colonie portugaise, l'Angola est devenu indépendant en 1975 après 14 ans de lutte, mais a immédiatement sombré dans l'un des conflits civils les plus longs d'Afrique, entre le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA) et l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA). La paix semblait imminente en 1992 lorsque des élections nationales ont été organisées, mais les combats ont repris lorsque l'UNITA a refusé de reconnaître les résultats électoraux. Un nouvel accord de paix, le Protocole de Lusaka, a été signé en 1994, mais la guerre a repris en 1998. En avril 2002, un cessez-le-feu a été appliqué après le décès du chef de l'UNITA, Jonas Savimbi, et le 21 novembre 2002, le gouvernement et les ex-rebelles ont signé un accord de paix qui a mis définitivement fin à la guerre civile en Angola.
3. Après près de quarante années de guerre, l'économie du pays était pratiquement exsangue, les infrastructures détruites, les institutions étaient affaiblies ou ne fonctionnaient plus, la société était polarisée avec, selon les estimations, 4 millions de personnes déplacées, la pauvreté endémique et le nouveau processus politique encore fragile. Au cours des 12 années qui ont suivi la signature des accords de paix, le gouvernement, de concert avec ses partenaires nationaux et internationaux, a élaboré et mis en œuvre des programmes visant à restaurer l'ordre et la sécurité, revitaliser l'économie, rétablir les services sociaux de base et remettre en état les infrastructures de base. Il semble que le processus politique se soit stabilisé et aux dernières élections, en août 2012, le MPLA, parti du Président Jose Eduardo dos Santos, a remporté plus de 72% des suffrages.
4. En 2012, l'Angola était classé 148 sur 186 pays selon l'indicateur de développement humain (IDH), ce qui représente une amélioration par rapport à 2004, date à laquelle il était classé 166^e sur 177 pays. Mais malgré les progrès accomplis, la pauvreté reste généralisée dans la plupart du pays. On estime que 68% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, et que 15% des ménages vivent dans l'extrême pauvreté. La pauvreté est plus enracinée dans les régions rurales, où

94% des ménages appartiennent à la catégorie des pauvres. D'autres indicateurs révèlent aussi la situation difficile de l'ensemble du pays: i) 38% de la population n'a pas accès à une source d'eau salubre; ii) 30% de la population seulement a accès à des établissements de santé publics; iii) l'espérance de vie à la naissance est de 47 ans, (selon les estimations de 2010), l'une des plus faibles du monde; iv) malgré de grands efforts de réforme de l'éducation, 75% environ des enseignants n'ont jamais reçu de formation appropriée; v) seuls 54% des enfants scolarisés achèvent le cycle d'enseignement primaire; et vi) l'Angola est classé au 106^e rang sur 134 pays suivant l'indice 2009 des disparités entre les genres.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

5. Le gouvernement lutte contre la pauvreté sur plusieurs fronts par le biais: i) de sa Stratégie 2005 de lutte contre la pauvreté (ECP); ii) de sa Stratégie nationale 2009 pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (ENSAN); iii) de ses activités de réduction de la pauvreté qui figurent dans ses plans nationaux annuels; et iv) des ressources affectées dans chaque budget municipal à la mise en œuvre de plans locaux annuels de lutte contre la pauvreté, notamment par le développement rural. Le gouvernement continue de consacrer plus de 30% de son budget à l'amélioration des conditions sociales de la population, chiffre qui devrait augmenter au cours des cinq prochaines années.
6. L'ECP a pour principal objectif de réduire de moitié la pauvreté dans le pays d'ici à 2015 et de consolider la paix et l'unité nationale par une amélioration durable du niveau de vie de tous les Angolais. L'ECP définit trois grandes priorités: i) reconstruire les infrastructures; ii) élargir l'accès aux services d'éducation et de santé et à d'autres services de base; et iii) décentraliser les structures de gouvernance. L'ECP met l'accent sur le développement rural, en se concentrant sur l'amélioration de la sécurité alimentaire et la relance de l'économie rurale. Elle propose les principales mesures suivantes: i) renforcer la capacité de production du secteur traditionnel, en particulier les cultures vivrières et la pêche; ii) relancer le commerce rural; iii) gérer durablement les ressources naturelles; et iv) réorganiser le cadre juridique et les institutions publiques. Les mesures prioritaires doivent être guidées par les principes de base suivants: i) ciblage des petits exploitants; ii) importance de la participation des communautés; iii) concentration de la planification, de l'exécution et du suivi au niveau municipal; iv) activités complémentaires avec les bailleurs de fonds, le secteur privé et les ONG; v) ciblage particulier des femmes, notamment en matière d'accès à la terre; et vi) traitement du VIH/sida comme une question transversale.
7. L'objectif fixé dans l'ENSAN est de s'assurer qu'à tout moment, les Angolais ont un accès physique et économique à des quantités adéquates d'aliments variés de bonne qualité qui leur permettent de contribuer au développement humain, économique et social du pays. Les principales priorités de l'action publique sont les suivantes: i) accroître et diversifier la production agricole et la production halieutique durable pour améliorer le bien-être de la population; ii) améliorer l'accès à la nourriture; iii) faire reculer la malnutrition; et iv) garantir des services d'assainissement de base et la qualité de l'alimentation et de l'eau potable. L'ECP et l'ENSAN sont toutes deux prises en compte dans le Plan national de développement 2013-2017.
8. Parallèlement à ces efforts, le gouvernement fait des percées considérables en favorisant la décentralisation grâce à plusieurs mesures complémentaires: i) le Programme municipal intégré de développement rural et de lutte contre la pauvreté; ii) le transfert des services de santé au niveau municipal; et iii) la création de conseils consultatifs et de dialogue social. En outre, le Plan national de développement prévoit des mesures qui renforcent la vision intégrée du développement, comme le montre le programme de requalification des villages ruraux lancé récemment. Le caractère pluridimensionnel de la pauvreté, reconnu dans l'ECP et dans les indicateurs de développement humain de l'Angola, permet de

penser que l'amélioration des moyens de subsistance et de la sécurité alimentaire ne suffira pas à elle seule à vaincre durablement la pauvreté et à maintenir les ménages dans les régions rurales. Il faut aussi ouvrir des possibilités pour les Angolais de pratiquer une citoyenneté active, de participer aux processus de gouvernance au niveau local et d'accéder à des services sociaux de qualité (santé, éducation, eau et assainissement), qui leur donneront le temps de se consacrer à des activités productives.

9. La proposition de Projet d'appui à la pêche artisanale et à l'aquaculture (AFAP) favorisera l'élaboration de plans de développement de la communauté qui
 - i) renforceront des processus ouverts à tous et participatifs; ii) faciliteront la participation des communautés aux organes décisionnels locaux; iii) introduiront une culture de l'épargne et amélioreront la gestion financière des ménages et des micro, petites et moyennes entreprises en encourageant la formation de groupes d'épargne; et iv) renforceront les organisations locales non seulement en tant que mécanismes de fourniture des services et des actifs halieutiques, mais aussi pour faciliter plus efficacement un processus de développement global au sein des communautés de pêcheurs.
10. Le projet viendra compléter plusieurs interventions déjà en cours dans le pays, en particulier: i) le Projet en faveur des petites exploitations agricoles axées sur la commercialisation dans la province de Malange, financé par la Banque mondiale; et ii) le Projet d'appui au secteur de la pêche du Fonds africain de développement, qui porte sur la pêche marine et côtière, le Fonds étant aussi susceptible de cofinancer des interventions dans la pêche continentale au niveau national. Le FIDA entretient d'excellentes relations avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, qui intervient actuellement dans d'autres activités de pêche en Angola, et serait sans doute un partenaire dans la mise en œuvre de l'AFAP.
11. Le FIDA travaille en Angola, et plus précisément dans le secteur des pêches, depuis 1991, et se trouve donc en bonne position pour être un partenaire efficace de l'Angola alors que le pays relève les défis de son développement rural. Le Fonds possède également une expérience considérable du développement économique et institutionnel en milieu rural. Par l'intermédiaire de l'AFAP, le FIDA encouragera l'adoption d'approches ascendantes du développement rural, axées sur le renforcement des capacités des organisations de base. De plus, il contribuera à renforcer les institutions centrales et locales après la réalisation d'une évaluation approfondie. En outre, pour assurer une mise en œuvre efficace du projet, le FIDA s'inspirera de son expérience dans d'autres projets de la région, comme le Projet de développement des filières au profit des pauvres dans les couloirs de Maputo et de Limpopo (PROSUL) et le Projet de promotion de la pêche artisanale (ProPESCA), tous deux au Mozambique.

II. Description du projet

A. Zone d'intervention et groupe cible

12. Le projet sera mis en œuvre dans quatre provinces du centre-nord de l'Angola: Bengo, Cuanza Norte, Luanda et Malange. La composante 1 (développement de la pêche artisanale continentale) couvrira deux régions: les communes au Nord du fleuve Cuanza, entre Dondo (Cuanza Norte) et l'embouchure du Cuanza (Luanda), et les communes traversées par les fleuves Dande et Bengo, à Bengo et Luanda. Ces deux régions possèdent de nombreux lacs, dont certains sont reliés à ces fleuves, de façon saisonnière ou permanente. Toutes les communautés de pêcheurs se trouvent autour des lacs et le long des fleuves. Cette composante visera, selon les estimations, 15 000 personnes, soit environ 10 000 pêcheurs et 5 000 transformateurs et petits négociants.
13. La composante 2 (développement de la petite aquaculture) sera mise en œuvre dans les provinces de Bengo, Cuanza Norte et Malange. Dans un premier temps, elle se concentrera sur Malange, puis sera élargie aux zones qui conviennent dans les

deux autres provinces. Cette composante visera de l'ordre de 800 familles, soit 724 familles qui pratiquent la petite pisciculture familiale, 62 qui pratiquent l'aquaculture comme exploitants émergents et 14 pisciculteurs semi-commerciaux. Sur le plan géographique, 678 familles seront de Malange, 79 de Cuanza Norte et 43 de Bengo.

B. Objectif de développement du projet

14. Le projet a pour objet de réduire la pauvreté des ménages qui pratiquent la pêche artisanale en eaux intérieures et la petite pisciculture dans des communautés ciblées. Son objectif, en termes de développement, est d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition des ménages de pêcheurs artisanaux en eaux intérieures et de pisciculteurs. La conception du projet a couvert plusieurs activités liées à des questions relatives au changement climatique dans la mesure où elles ont des répercussions sur les deux composantes techniques du projet, la pêche et l'aquaculture.

C. Composantes/résultats

15. Le projet comprend deux composantes techniques:
 - a) Composante 1: Développement de la pêche artisanale continentale. Cette composante a pour objectif de développer et de gérer de manière durable et sans exclusive le secteur de la pêche continentale, contribuant à renforcer les stratégies de subsistance au niveau des ménages.
 - b) Composante 2: Développement de la petite aquaculture. L'objectif de cette composante est développer et de gérer de manière durable et sans exclusive le secteur de la petite aquaculture, contribuant à renforcer les stratégies de subsistance au niveau des ménages.
16. Pour obtenir les résultats des deux composantes, le projet financera des activités qui: i) renforceront les capacités institutionnelles (services de vulgarisation au niveau national, provincial et local); ii) amélioreront la participation des communautés aux processus de développement économique et plus largement de développement local; iii) augmenteront la quantité et la qualité des poissons produits et vendus de façon durable; et iv) amélioreront les infrastructures liées aux marchés.

III. Exécution du projet

A. Approche

17. Groupes cibles. Ce projet réalisera une cartographie afin de déterminer quelles régions se prêtent au développement de l'aquaculture. Un prestataire de services déterminera, en coopération avec des agents de vulgarisation, les groupes cibles dans chaque communauté. Ceux-ci devront comprendre des ménages dirigés par des femmes, des jeunes, des personnes âgées, des malades, et d'autres groupes de personnes désavantagées et vulnérables.
18. Stratégie de développement de l'aquaculture. En collaboration avec les groupes cibles, le projet identifiera alors les zones qui présentent un potentiel pour développer l'aquaculture, puis introduira et favorisera l'aquaculture familiale afin d'améliorer l'état nutritionnel et la sécurité alimentaire des communautés rurales. Au fur et à mesure de l'avancement du projet, il encouragera les pisciculteurs à accroître leur production (en recourant à de meilleures technologies ou en augmentant la surface des étangs par exemple), ce qui leur permettra alors de vendre l'excédent sur le marché. Il est prévu que certains pisciculteurs investissent les bénéfices tirés de leurs ventes dans leur ferme aquicole (en améliorant les aliments des poissons ou en faisant construire d'autres étangs par une main-d'œuvre salariée par exemple), transformant "naturellement" leur petite activité de subsistance en une entreprise de pisciculture plus commerciale.

B. Cadre organisationnel

19. Le Ministère de la pêche sera chargé des mesures d'ordre politique et législative relatives au projet, procédera aux ajustements institutionnels dans l'administration du secteur et assurera de façon générale la surveillance du projet. Un comité national de surveillance du projet sera mis en place pour guider la planification et la mise en œuvre du projet, donner des conseils de haut niveau, examiner et approuver les plans de travail et budgets annuels, suivre l'état d'avancement et l'impact du projet et résoudre les problèmes majeurs. La coordination et la gestion du projet seront déléguées à l'Institut pour le développement de la pêche artisanale et de l'aquaculture (IPA) qui établira une unité de coordination du projet (UCP) chargée de l'élaboration des programmes et des budgets, de l'allocation des ressources et du suivi-évaluation. En outre, le Ministère de la pêche coordonnera les travaux des collectivités locales des quatre provinces participantes avec d'autres organismes publics et avec les ONG, les entreprises privés et les particuliers qui exécutent les activités non essentielles dans le cadre du projet. Le Ministère des finances jouera un rôle important de soutien: il sera chargé de la supervision financière du projet; de la coordination avec les collectivités locales au niveau des provinces, des municipalités et des communes, pour faire en sorte que les objectifs et les résultats du projet soient atteints; et de maintenir un dialogue avec le FIDA, en particulier sur les questions concernant les politiques et la législation.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

20. Toutes les activités du projet seront réalisées par un effort conjoint et coordonné du personnel du projet de l'IPA, des animateurs communautaires (du prestataire de services), des formateurs chargés de l'alphabétisation fonctionnelle et d'autres parties prenantes au niveau local. Toutes les activités seront planifiées conjointement et régulièrement suivies avec les communautés, en les comparant aux objectifs et aux résultats escomptés.
21. Le système de suivi-évaluation du projet sera le principal outil de gestion permettant de suivre l'état d'avancement de l'exécution et les résultats obtenus. Il produira des données de qualité qui permettront à l'IPA et au Ministère de la pêche de suivre le projet, et donnera également des informations sur le développement de la pêche continentale et de l'aquaculture dans la région du projet, qui seront utilisées par l'administration à un niveau plus élevé. Ce système permettra à l'IPA de participer de façon plus efficace et éclairée aux conseils scientifiques nationaux et aux instances de discussion nationales et internationales sur les moyens de subsistance en milieu rural et le développement rural, la sécurité alimentaire, la nutrition et la réduction de la pauvreté; en outre, il alimentera le corpus de connaissances existant, et les débats sur la planification et l'élaboration des politiques. L'expérience de l'AFAP enrichira les connaissances régionales sur le développement sur l'initiative des communautés, en particulier la mise en place de systèmes adéquats de microfinance rurale.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

22. Gestion financière. La gestion financière du projet sera coordonnée par l'IPA, par l'intermédiaire de sa Direction chargée de la gestion financière (DAF/IPA). L'UCP sera responsable de la gestion administrative, des questions financières et comptables, de la planification du budget et des flux de trésorerie, de la passation des marchés et des paiements sur les comptes du projet. Le cas échéant, le Bureau des études, de la planification et des statistiques (GEPE) du Ministère de la pêche, de concert avec le Ministère des finances, fournira des estimations budgétaires, mobilisera des fonds de contrepartie, assurera une supervision, procédera à des décaissements et apportera sous d'autres formes l'aide requise par la DAF/IPA pour assurer la gestion financière du projet. L'IPA possède déjà une certaine expérience du travail sur des projets financés par des partenaires de développement puisqu'elle

exécute le projet d'appui au secteur de la pêche financé par la Banque africaine de développement.

23. Passation des marchés. Le projet suivra les procédures nationales de passation des marchés dans la mesure où elles sont compatibles avec les directives de passation des marchés dans le cadre des projets du FIDA. À ce sujet, l'UCP sera aidée par un spécialiste de la passation des marchés expérimenté recruté avec tous les autres agents de l'UCP. Un manuel de procédures financières i) définira les procédures opérationnelles de passation des marchés, de gestion des contrats et de paiement sur réception; ii) décrira un système de suivi des contrats; et iii) donnera des lignes directrices sur la création d'un système de gestion des dossiers et d'un registre des archives relatives à la passation des marchés. Le FIDA apportera son concours la première année du projet pour éviter tout retard d'exécution.
24. Audit interne et externe. L'UCP recourra aux services d'un vérificateur interne des comptes pour assurer le respect des obligations d'audit. Tous les comptes, y compris le compte désigné et les états des dépenses de chaque exercice, seront vérifiés par des commissaires aux comptes indépendants, qualifiés et expérimentés, agréés par le FIDA. Les états financiers consolidés annuels seront établis par l'UCP/IPA dans un délai de trois mois suivant la fin de chaque exercice, et les états financiers vérifiés seront soumis dans un délai de six mois, conformément aux directives du FIDA relatives à l'audit des projets.
25. Gouvernance. Les contrôles internes seront réalisés par la mise en place de fonctions séparées, le rapprochement des comptes, les pièces justificatives à fournir et différents niveaux d'approbation en fonction du montant des dépenses. En vue de renforcer les contrôles internes, l'UCP publiera les procédures de gestion financière du projet, indiquant en détail les dispositifs prévus pour les flux de fonds, les rôles, les responsabilités et les procédures, et les joindra en annexe au manuel d'exécution du projet.

E. Supervision

26. Le FIDA supervisera directement toutes les phases du projet, conjointement avec le gouvernement et les partenaires nationaux.

IV. Coût, financement et avantages du projet

A. Coût du projet

27. Le coût total du projet, y compris les provisions pour aléas techniques et financiers, est estimé à 12,1 millions d'USD (voir le tableau 1). Les aléas techniques et financiers représentent 13% du coût total du projet; le montant de la composante en devises est estimé à 0,8 million d'USD et les taxes sont estimées à 0,7 million d'USD.

Tableau 1
Coûts du projet ventilés par composantes
(en milliers d'USD)

Composante	Prêt du FIDA		Emprunteur/contrepartie		Total	
1. Pêche continentale	5 208	89,3%	627	10,7%	5 835	48,1%
2. Aquaculture	2 335	89,3%	279	10,7%	2 614	21,5%
3. Gestion du projet	1 875	95,8%	83	4,2%	1 958	16,1%
Non alloué			1 732	100,0	1 732	14,3%
Total	11 149	91,9%	989	8,1%	12 138	100,0%

B. Financement du projet

28. Le projet sera financé par le FIDA et le Gouvernement angolais. Le montant du prêt du FIDA s'élève à 11,1 millions d'USD (soit 92% du coût total du projet). La contribution du Gouvernement angolais est estimée à 1,0 million d'USD (8% du coût total du projet) et couvrira les dépenses effectives, les taxes et les droits. Un

financement parallèle devrait être octroyé par la Commission européenne sous forme d'un don de 10 millions d'EUR. Le tableau 2 fournit un résumé du plan de financement proposé par catégorie; pour le moment, ce tableau ne tient pas compte du financement sous forme de don par la Commission européenne.

Tableau 2
Coûts du projet ventilés par catégorie de dépense et financeur
(en milliers d'USD)

	<i>Gouvernement</i>		<i>Prêt du FIDA</i>		<i>Financeur non identifié</i>		<i>Total</i>	
	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>
Dépenses d'investissement								
1. Travaux	52	3,5	1 429	96,5	1481	12,2	52	3,5
2. Équipement et matériel ^a	71	13,5	454	86,5	525	4,3	71	13,5
3. Formation ^b	477	13,6	4 297	91,0	4774	39,3	477	13,6
4. Consultants ^c	80	10,4	692	89,6	772	6,4	80	10,4
5. Salaires et indemnités ^d	268	11,5	2 054	88,5	2322	19,1	268	11,5
6. Dépenses de fonctionnement	41	7,7	491	92,3	532	4,4	41	7,7
7. Non alloué	0	0,0	1 732	100,0	0	14,3	0	0,0
Total	989	8,1	11 148	91,9	12 100	100,0	989	8,1

^a La rubrique équipement et matériel comprend les véhicules, les bateaux, les motos et l'équipement.

^b La rubrique formation comprend la formation, les études, les réunions et les ateliers.

^c La rubrique consultants comprend l'assistance technique locale et internationale.

^d La rubrique salaires et indemnités comprend le personnel du projet et de l'IPA.

C. Résumé des avantages et analyse économique

29. Des analyses financières et économiques ont été réalisées afin d'évaluer: i) la viabilité financière des interventions au niveau du bénéficiaire; et ii) la probabilité d'adopter les interventions proposées au titre du projet. Les modèles financiers, notamment les modèles de pisciculteur familial, de pisciculteur émergent, de pisciculteur semi-commercial, de pêche piroguière, de pêche sur canots bordés et d'entreprises (notamment de transformation traditionnelle et de commerce du poisson frais), affichent généralement des rendements financiers positifs dans le cadre des activités économiques rurales d'aquaculture et de pêche proposées, leur taux interne de rentabilité financière se situant entre 34% et 237%.
30. L'analyse économique fait apparaître un taux de rentabilité économique (TRE) de 12,3%. Une analyse de sensibilité a été réalisée afin d'évaluer l'effet sur les rendements économiques des variations du prix des produits (poisson) et des principaux intrants (glace et aliments). Cette analyse révèle que les principaux indicateurs de la rentabilité économique du projet sont davantage sensibles à la variation des avantages qu'à la variation des coûts. Les modèles de production sont grosso modo également sensibles à un risque d'augmentation de 10% des coûts de production qu'à une diminution de 10% des avantages, ce qui donne une valeur actuelle nette (VAN) négative. Avec un retard de deux ans, le TRE reste positif, à 7,2%, mais la VAN devient nettement négative, à 1 125.

D. Durabilité

31. Les facteurs suivants contribuent à la durabilité des résultats du projet:
- i) l'engagement à long terme du gouvernement sur les questions de développement rural, de réduction de la pauvreté et de sécurité alimentaire et nutritionnelle, et la reconnaissance de l'importance et du rôle que jouent les sous-secteurs de la pêche continentale et de l'aquaculture pour atteindre les objectifs déclarés et réaliser les interventions; ii) l'adoption d'une démarche prudente privilégiant un développement de la pêche pouvant être reproduit ailleurs en Angola; iii) l'autonomisation de la population qui se traduira par une participation accrue aux processus de planification, de gestion et de prise de décisions au niveau local; et iv) les activités

de gestion des savoirs qui donnent l'occasion d'acquérir une expérience liée au projet et d'en tirer les enseignements dans d'autres institutions en Angola et ailleurs.

E. Identification et atténuation des risques

32. Le projet présente les principaux risques suivants: i) les activités dans le cadre du projet pourraient contribuer à une surexploitation de la ressource en l'absence de données de référence, d'un programme de suivi et de mesures de gestion des pêches; ii) la demande du marché pourrait être insuffisante pour absorber l'augmentation de la production de poissons résultant des interventions au titre du projet; iii) l'absence de données sur le changement climatique risque d'entraver l'évaluation des répercussions liées au changement climatique; iv) il se peut que les capacités institutionnelles des pouvoirs publics soient limitées dans ce secteur; v) il est possible que des prestataires de services ne soient pas présents dans la zone du projet; et vi) il pourrait y avoir des risques fiduciaires. Transparency International a attribué à l'Angola un score de 2,3 et l'indicateur de performance du secteur rural E(ii) du FIDA en matière d'obligation de rendre des comptes, de transparence et de corruption dans les régions rurales est de 2,75, les deux indicateurs dénotant un risque élevé. L'utilisation du système national de gestion financière intégrée présente des avantages en termes de contrôle budgétaire, mais le décaissement des fonds pourrait être ralenti si le codage n'est pas exact. Le risque global de gestion financière au stade de la conception a été jugé élevé, essentiellement du fait que c'est la première fois que l'IPA et le FIDA travaillent ensemble et qu'il faudra créer une relation d'entente. Parmi les mesures d'atténuation, on peut citer les suivantes: i) adopter une approche prudente du développement des activités de pêche; ii) veiller à renforcer les capacités institutionnelles et à améliorer la participation aux processus de développement local; iii) associer le secteur privé à la mise en œuvre de certains aspects du projet (écloseries par exemple); iv) maintenir une concertation permanente sur les politiques entre les pouvoirs publics et le FIDA; v) appliquer des normes reconnues à l'échelle internationale de déclaration d'informations financières et d'audits internes et externes; vi) mettre en place un logiciel de comptabilité standard; vii) préparer un manuel d'exécution du projet; viii) demander une assistance technique internationale; ix) recruter du personnel compétent en obtenant au préalable un avis de non objection du FIDA; et x) installer des processus adéquats de tenue des dossiers et de sauvegarde.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

33. Le projet proposé est conforme aux grandes politiques et stratégies du FIDA, en particulier ses politiques en matière de ciblage, de finance rurale, d'égalité des sexes et d'environnement, et avec sa stratégie en matière de gestion des savoirs et de reproduction à plus grande échelle.

B. Alignement et harmonisation

34. Ce projet correspond parfaitement aux politiques et aux priorités nationales décrites dans les documents de politique générale de l'ECP et de l'ENSAN. Les investissements dans le développement de la pêche amélioreront les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire des ménages participants en agissant sur les trois piliers de la sécurité alimentaire: la disponibilité alimentaire, l'accès à la nourriture et l'utilisation des aliments.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

35. Ce projet introduira des innovations utiles, renforcera les capacités et proposera des produits et des services qui répondent aux besoins de différents groupes sociaux et groupes d'âge et aux besoins des hommes et des femmes, et qui font appel à leurs capacités. Cette approche permettra aux bénéficiaires d'y participer selon leurs besoins et leurs capacités, et d'évoluer à leur rythme. En termes de reproduction à

plus grande échelle, ce projet présente un fort potentiel d'élargissement de son champ d'action en le transformant en un programme plus vaste et diversifié; la Banque africaine de développement, l'Union européenne et la Banque mondiale ont manifesté leur intérêt pour l'élaboration d'une approche commune, et éventuellement cofinancer des actions en faveur de la pêche et plus généralement du secteur agricole et du secteur rural.

D. Participation à l'élaboration des politiques

36. Il sera essentiel pour ce projet d'encourager une concertation sur les politiques en matière de développement de la pêche et de l'aquaculture. Il s'agira notamment de favoriser la concertation sur les politiques entre le FIDA et le gouvernement grâce à une assistance technique nationale et internationale qui portera sur une ou plusieurs des questions suivantes: i) mettre à jour la stratégie de développement de l'aquaculture du pays, ii) formuler une nouvelle réglementation de l'aquaculture en prêtant particulièrement attention à la définition et la réglementation de la petite aquaculture et à l'introduction d'espèces de poissons exotiques; iii) mettre au point des mesures d'encouragement de l'aquaculture; et iv) respecter l'action publique et la législation.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

37. Un accord de financement entre la République d'Angola et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
38. La République d'Angola est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
39. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VII. Recommandation

40. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République d'Angola un prêt à des conditions mixtes d'un montant équivalant à sept millions neuf cent dix mille droits de tirage spéciaux (7 910 000 DTS), qui sera régi par les modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

LOAN NO. _____

PROJECT FINANCING AGREEMENT

Artisanal Fisheries and Aquaculture Project

between the

REPUBLIC OF ANGOLA

and the

INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Signed in

on _____

FINANCING AGREEMENT

Loan Number: _____

Project Title: "Artisanal Fisheries and Aquaculture Project" ("the Project")

(the "Borrower")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2) and the Special Covenants (Schedule 3).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement, the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a Loan to the Borrower (the "Financing"), which the Borrower shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. The amount of the Loan is seven million nine hundred and ten thousand Special Drawing Rights (SDR 7 910 000).
2. The Loan shall be subject to interest on the principal amount outstanding at a fixed rate of 1.25 per cent and shall have a maturity period of twenty five (25) years, including a grace period of five (5) years, and in addition a service charge of 0.75 per cent, starting from the date of approval by the Executive Board.
3. The Loan Service Payment Currency shall be the United States Dollar (USD).
4. The Fiscal Year shall be each period beginning on 1 January and ending on 31 December.
5. Payments of principal, interest and service charge shall be payable on each 15 May and 15 November.
6. There shall be a Designated Account denominated in USD opened by the Borrower in a commercial bank in Angola acceptable to the Fund, through which the proceeds of the Loan shall be channelled. The Borrower shall inform the Fund of the officials authorized to operate the Designated Account.
7. There shall be a Project Operations Account denominated in Angolan Kwanza (AOA) opened by the Lead Project Agency in a commercial bank in Angola acceptable to the

Fund, to receive and hold the financing transferred from the Designated Account. The Borrower shall inform the Fund of the officials authorized to operate the Project Operations Account.

8. There shall be a Project Counterpart Account denominated in AOA and opened by the Lead Project Agency in the National Bank of Angola to receive the Borrower's counterpart funds. The Borrower shall provide counterpart financing for the Project in the amount of nine hundred and eighty nine thousand United States Dollars (USD 989 000). The counterpart financing provided by the Borrower shall cover the payment of duties and taxes related to the Financing and the salaries of the project staff of the Institute for the Development of Artisanal Fisheries and Aquaculture (IPA).

Section C

1. The Lead Project Agency shall be the Ministry of Fisheries (MdP) of the Borrower.
2. The following are designated as additional Project: The Ministry of Finance of the Borrower and the IPA.
3. The Project Completion Date shall be the sixth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

The Loan will be administered and the Project supervised by the Fund.

Section E

1. The following are designated as additional grounds for suspension of this Agreement:
 - (a) The Project Implementation Manual (PIM), or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior agreement of the Fund, and the Fund has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project, and the Borrower has not taken any measures to remedy the situation; and
 - (b) The Project Coordinator and/or the Financial and Administration Manager of the Project Coordination Unit (PCU) have been appointed or removed from the Project without prior consultation with the Fund.
2. The following are designated as additional conditions precedent to withdrawal:
 - (a) The Designated Accounts and the Project Operations Accounts shall have been duly opened by the Borrower;
 - (b) The Project Coordinator and the Financial and Administration Manager of the PCU shall have been duly appointed with the acceptance of the Fund;
 - (c) The Lead Project Agency shall have submitted the Project Implementation Manual (PIM) to the Fund for approval prior to its adoption. The PIM will include a section on financial management policies, procedures, chart of accounts and fixed asset and inventory control;
 - (d) The Lead Project Agency shall have implemented an off-the-shelf Project accounting software, acceptable to the Fund, which is capable of tracking

expenditure by expense category, Project component and financier at all Project levels.

3. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower/Recipient:

Minister of Finance
Ministry of Finance
Largo da Mutamba
CP 1235
Luanda
República de Angola

Copy to:

Direcção Nacional do Tesouro
Largo da Mutamba
CP 1235
Luanda
República de Angola

Ministry of Fisheries
Avenida Quatro de Fevereiro, no.30
Edifício Atlântico
CP 83
Luanda
República de Angola

For the Fund:

President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

This Agreement, dated _____, has been prepared in the English language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Borrower.

REPUBLIC OF ANGOLA

Authorized Representative

INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Kanayo F. Nwanze
President

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. **Project Area.** The Project will be implemented in four provinces in Angola's central-north region: Bengo, Cuanza Norte, Luanda and Malange.
2. **Target Population.** The Project shall benefit an estimated 15 800 people, or about 10 000 fishers and 5 000 processors and small traders, 724 families engaged in small-scale family fish farming, 62 in aquaculture as emerging farmers, and 14 as semi-commercial fish farmers, in the Project Area.
3. **Goal.** The Project goal is to contribute to poverty reduction in artisanal inland fishing and small-scale fish-farming households in target communities.
4. **Objective.** The Project objective is to improve food security and nutrition among artisanal inland fishing and fish-farming households.
5. **Components.** The Project shall consist of the following Components: Component 1 – Inland Artisanal Fisheries Development; Component 2 – Small-scale Aquaculture Development; and Component 3 – Project Management.

5.1. Component 1: Inland Artisanal Fisheries Development

The objective of the Component is to achieve an inclusive and sustainable development and management of the inland fisheries sub-sector which, once proven, could be replicated in other provinces. To achieve this outcome, the Project shall support the following outputs and their respective activities:

Output 1.1: Strengthening the Institutional Capacity. To achieve this output, the Project shall support the following activities:

- Strengthening the IPA extension services for artisanal fisheries;
- Conducting a census of inland artisanal fisheries;
- Assessing existing fishing potential in the Project area;
- Establishing a monitoring programme of artisanal fisheries;
- Preparing participatory fisheries management and development plans; and
- Strengthening the institutional capacity of the Borrower to address climate change issues.

Output 1.2: Improving Community Participation in Economic and Wider Local Development Processes. A service provider will be contracted by the Project to support individual communities during the course of the Project's first three years, covering the activities described below. Under this specific output, the Project shall support:

- Public awareness-raising activities emphasizing HIV/AIDS, climate change and sustainable use of the resource base, the danger and avoidance of mines, basic gender concepts, and food security;

- Nutrition education. The Project shall undertake a nutrition education intervention. It will include a study on local food consumption patterns, food taboos, weaning practices and local cooking preferences, participatory assessment of critical nutritional problems at the community level (especially for children), the transmission of basic nutrition concepts, facilitating the understanding of critical areas of importance in nutrition, the discussion of food taboos;
- The preparation of community development plans. The Project shall contract a service provider who will work with communities to prepare community development plans to be formally submitted to the Municipal Government;
- The establishment or strengthening of groups for enhanced thrift and financial management skills in those participating communities expressing demand for the village level microfinance institutions;
- Functional literacy training for selected individuals in the community; and
- Training related to basic business skills for selected members of the community.

Output 1.3: Increasing the Quantity and Quality of Fish Produced and Sold on a Sustainable Basis. Under this output, the Project shall support the following activities:

- Market studies. A fisheries and aquaculture market study will be carried out at the start of the Project and followed-up at mid-term and end-of project;
- Training of fishers, fish processors and traders in fish handling, conservation and marketing techniques and good practices. In addition, specific training will be organized for fishers on topics such as boat maintenance, net construction, net selectivity, net repair, safety on board, etc.;
- Income generating livelihood activities. The Project shall make available good quality ice to the target group and promote good practices for its usage. The use of gas-powered home freezers to keep ice and eventually fish in major production areas without electricity will be demonstrated together with proper fish containers. For fish processing, the Project will support part of the construction of improved smoking kilns, improved drying racks and eventually solar dryers and use of proper individual storage facilities;
- Production of training materials; and
- Radio/TV broadcast programmes.

Output 1.4: Improving Market-Related Infrastructure. Under this output, The Project shall support the following activities:

- The construction of handling/processing facilities in selected landing sites along lakes. The Project shall support the construction of a number of simple buildings (to be provided with running water, sanitation and, possibly, storage space) in selected fishing communities, to ensure proper working conditions to fish processors;
- The improvement of selected sites of markets with loading and unloading facilities along major rivers with landing ramps and market buildings (equipped with running water, sanitation, storage space, electricity, retail area, surface drainage and solid waste disposal); and
- The spot-improvement of tertiary roads. The Project will support spot-improvement of a selected number of tertiary roads.

5.2. Component 2: Small-scale Aquaculture Development

The objective of the Component is to support the Borrower's priorities for the aquaculture sub-sector in the provinces of Malanje, North Cuanza, Norte and Bengo. To achieve this outcome, the Project shall support the following outputs and their respective activities:

Output 2.1: Strengthening the Institutional Capacity. To achieve this output, the Project shall support the following activities:

- The strengthening of aquaculture extension services. The Project shall support IPA by contracting a senior aquaculture specialist to support aquaculture development in Malanje and to train Project staff. The Project shall also provide budget support to guarantee salaries for new extension workers during their first year with IPA;
- The design and implementation of an aquaculture pond monitoring system. The Project shall support the establishment of an aquaculture pond monitoring system that will be expanded over time to cover post-harvest losses and also provide information about climate variability and climate change impacts; and
- Policy dialogue with regard to fisheries and aquaculture development. The Project shall support policy dialogue between IFAD and the Government through national and international technical assistance that would address fisheries and aquaculture development.

Output 2.2: Improving Community Participation in Economic and Wider Local Development Processes. To achieve this objective, the Project shall support:

- The selection, organization and capacity building of community groups to serve as the basis to support further Project interventions. Once the group of potential fish farmers in a community has been selected, this activity shall support the group's organization to serve as the nucleus from which further aquaculture development can be promoted and coordinated; and
- Addressing community needs while forming aquaculture groups and savings groups to promote thrift and improved financial management skills.

Output 2.3: Increasing the Quantity and Quality of Fish Produced in Fish Ponds and Sold on a Sustainable Basis. To achieve this objective, the Project shall undertake:

- Mapping studies and community selection. The Project shall implement a mapping study to identify areas with high potential for aquaculture development, followed by community/participant selection based on socio-economic criteria and other criteria;
- Training and technical support of farmers;
- Distribution of pond construction and pond stocking kits;
- Promotion of aquaculture management practices for long lasting and sustainable pond production;
- Aquaculture inputs study; and
- Cage farming study.

Output 2.4: Ensuring that Hatchery Infrastructure Effectively Provides Project Clients with Required Inputs. To achieve this output, the Project shall support the following activities:

- The Rehabilitation of the Malanje fish hatchery. The Project shall transform the tilapia fish hatchery in Malanje into a unit for improved tilapia fingerling production and as a provincial training centre; and
- The Construction of a feed mill.

5.3. Component 3: Project Management

A PCU shall be responsible for coordinating the implementation of the Project activities. The work of the PCU team shall be divided between the direct execution of activities that are related with IPA core responsibilities and the selection, contracting and supervision of service providers in charge of other activities dealing with social and community development. Additionally, the PCU Project Coordinator, with the assistance of IPA, shall ensure that an effective coordination mechanism is established with the provincial, municipal and communal administrations in the Project area. The PCU shall also be responsible for operational aspects related to financial management and procurement. The PCU will be composed of: (i) the Project Coordinator, (ii) a fishing technology specialist, (iii) an aquaculture specialist, (iv) a community development specialist, (v) a monitoring and evaluation (M&E) specialist, (vi) a Financial and Administration Manager, (vii) a procurement specialist, (viii) an accountant, (ix) an administrative assistant and (x) drivers, and boat operators. The Project Coordinator shall have direct responsibility for team members and their performance and shall report directly to the GD of IPA.

II. Implementation Arrangements

6. Lead Project Agency

6.1 Designation. The Ministry of Fisheries (MdP) of the Borrower, in its capacity as the Lead Project Agency, shall have the overall responsibility for the implementation of the Project.

6.2 Responsibilities. The MdP shall be responsible for the supervision of the Project, for chairing the POC and for ensuring the consistency of the Project with the policies of the Borrower. The MdP shall be responsible for policy and legislative initiatives that pertain to the Project and for promoting institutional adjustments in the sector administration, as well as for coordination with relevant ministries and provincial governments. The MdP shall also be responsible for ensuring that counterpart funds and agreed contributions from the Borrower are duly budgeted. The Finance Department of MdP shall be responsible for giving final approval to requests to IFAD for 'no objection' regarding the Annual Work Plan and Budget (AWPB), Procurement Plan and contracts.

Project coordination and management functions shall be delegated to the IPA, which shall establish a PCU responsible for programming, budgeting, resource allocation, and monitoring and evaluation.

7. The Institute for the Development of Artisanal Fisheries and Aquaculture (IPA)

The implementation of the Project shall be undertaken by the IPA. The IPA is an institution subordinated to the MdP with administrative and financial autonomy. It is headed by a GD, who is assisted by two deputies. The GD is also assisted in his (her) duties by a Directory Board and a Technical Advisory Council. The IPA has the overall responsibility for promoting the development of artisanal fisheries and small-scale

aquaculture in Angola and thus for the Project. The IPA shall establish a PCU to work under the supervision of the GD of IPA. The central departments of IPA shall ensure that project implementation reflects the objectives defined by the Government for the sector.

The Directory Board of IPA shall dedicate four working sessions per year to monitor the progress of the Project. These sessions shall: (i) review Project implementation progress, (ii) decide on any corrective measures that may be required to achieve Project targets and (iii) review all the subjects and information to be presented to Project Orientation Committee (POC), including AWPBs and procurement plans and the progress reports of execution of the Project.

8. Project Coordination Unit

A PCU shall be set up within the IPA in Luanda. This PCU shall be tasked with coordinating, programming, budgeting, allocating resources, monitoring and providing information for the evaluation of the Project and its management. The PCU shall undertake the coordination and implementation of all Project activities. The IPA representations in the provinces shall implement the core activities with the support of IPA central departments and the PCU.

9. Project Orientation Committee (POC)

9.1. Establishment and Composition. The Lead Project Agency (MdP) shall establish a national POC. The POC shall be chaired by the MdP, and its membership shall include representatives from agencies that are directly involved in the implementation of the Project, including: (i) the Minister of Fisheries, (ii) the Secretary of State of Fisheries, (iii) a representative of the Ministry of Finance, (iv) the Financial and Planning directors of MdP, (v) the GD and the heads of the executive departments of IPA and (vi) representatives of the provincial governments. In addition, a representative of IFAD and the Project Coordinator would be invited to participate as non-voting members.

9.2. Responsibilities. The main responsibilities of POC shall be: (i) guiding Project implementation strategy and supervising Project planning, (ii) reviewing AWPBs and procurement plans before they are submitted to IFAD and (iii) examining the progress in implementation and impact of the Project. The POC shall also discuss and provide guidance on any issues that may be considered relevant for the success of the Project. The POC shall meet twice a year and additionally whenever necessary.

10. Provincial Coordination Meetings.

In order to achieve proper coordination with provincial governments in each of the four provinces where the Project develops activities, the Project Coordinator shall ensure that coordination meetings are held at each of the four provincial levels. These meetings shall serve to formulate the AWPBs and prepare the annual reports on the progress of the Project. These meetings shall involve the provincial directors of Agriculture and Fisheries (Cwanza Norte, Malange and Luanda) and Fisheries (Bengo and Luanda), municipal administrator(s) and comuna administrators, IPA provincial representatives, the Project Coordinator, selected PCU staff and representatives from the fishing communities. Meetings will be held twice a year.

11. Service Providers. The Project, through the PCU, shall outsource the execution of Project activities to service providers within the public and private sectors, including international and national non-governmental organizations. These service providers shall be contracted through competitive government procedures and based on renewable performance based contracts. The Project Coordinator shall develop specifications and sign performance contracts with these service providers, specifying the activities to be

undertaken, expected outcomes, the obligations and rights of each party, time frames, deadlines for submitting reports and indicators for monitoring and evaluation.

12. Mid-Term Review. (a) The Lead Project Agency and the Fund shall jointly carry out a review of Project implementation no later than the end of the third year of the Project (the "Mid-Term Review") based on terms of reference prepared by the Borrower and approved by the Fund. Among other things, the Mid-Term Review shall consider the achievement of Project objectives and the constraints thereon, and recommend such reorientation as may be required to achieve such objectives and remove such constraints.

(b) The Borrower shall ensure that the agreed recommendations resulting from the Mid-Term Review are implemented within the agreed time frame and to the satisfaction of the Fund. Such recommendations may result in modifications to the Project or cancellation of the Financing in conformity with Section 8.03 paragraph c) of the General Conditions.

13. Project Implementation Manual. The Lead Project Agency shall finalize the Project Implementation Manual (PIM) and obtain the Fund's no-objection to the final version of the PIM no later than six (6) months after the entry into force of this Agreement. The PIM shall include, among other things:

- (a) terms of reference and implementation responsibilities of all Project staff and all likely service providers and Project parties,
- (b) criteria for the performance appraisal of the Project staff and service providers,
- (c) project operational, financial management and accounting policies and procedures, including eligibility criteria and modalities for Project financing, procurement, participatory planning, monitoring and evaluation system and procedures, including the Results and Impact Management System (RIMS), and
- (d) implementation modalities for all Project Components.

14. Monitoring and Evaluation (M&E). The Lead Project Agency shall establish an M&E system by the end of the first year of the Project, in accordance with the RIMS. The M&E system shall be based on a baseline study that shall be undertaken by the Lead Project Agency within the first six months of the Project. The M&E system of the Project shall be participatory and shall be used as a management tool. Interim monitoring reports shall be sent to the Fund. These reports shall contribute to the certification of the work completed by service providers and Project staff in order to assess their performance and decide whether or not to renew their contracts. The M&E system shall collect and analyze the necessary information concerning the:

- (a) quantitative and qualitative performance of Project activities,
- (b) technical and financial implementation of Project activities,
- (c) financial appraisal of investment costs,
- (d) participation of beneficiaries and
- (e) data management and update.

Schedule 2

Allocation Table

1. Allocation of Loan Proceeds. (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the allocation of the amounts of the Loan to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in SDR)	Percentage*
I. Works	1 010 000	100%
II. Equipment and Materials	320 000	100%
III. Training	3 050 000	100%
IV. Consultancies	490 000	100%
V. Salaries and Allowances	1 460 000	100%
VI. Operating Costs	350 000	100%
Unallocated	1 230 000	
TOTAL	7 910 000	

* In all cases, the percentage of expenditures to be financed will be 100% net of taxes and net of counterpart contribution for the salaries of the IPA staff.

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

"Equipment and Materials" comprise vehicles, boats, materials, motorcycles and other equipment.

"Training" comprises training, studies, meetings and workshops.

"Consultancies" comprise local and international technical assistance.

"Salaries and Allowances" comprise personnel costs for the Project Staff of the PCU and the staff of the Institute for the IPA.

2. Start-up Costs. Withdrawals in respect of expenditures for start-up costs in all categories incurred before the satisfaction of the general conditions precedent to withdrawal shall not exceed an aggregate amount of SDR 300 000.

Schedule 3

Special Covenants

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower to request withdrawals from the Loan Account if the Borrower has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project:

1. **Project Personnel.** Professional staff of the PCU shall be contracted, under procedures acceptable to the Fund, on an open, transparent and competitive basis and have qualifications and experience commensurate with their duties. Any discrimination based on gender, age, ethnicity or religion shall be prohibited in the recruitment of Project staff, in accordance with the laws in force in the territory of the Borrower. The recruitment and removal of professional staff shall be subject to the notification of the Fund.
2. **Gender.** The Borrower shall ensure that gender concerns shall be mainstreamed in all Project activities throughout the Project Implementation Period. The Borrower shall also ensure that women beneficiaries shall be represented in all Project activities and that they receive appropriate benefits from the Project outputs.
3. **Taxes.** The Borrower shall, to the fullest extent possible, exempt the proceeds of the Loan from all taxes. Any taxes and duties paid by the Project shall be reimbursed by the Borrower.
4. **Internal Auditor.** An internal audit service provider, acceptable to the Fund, shall be recruited by the Project, in accordance with appropriate terms of reference, to assist in the production of (minimally) semi-annual internal reports that will be shared with the Fund. The semi-annual internal reports shall provide an audit trail from the detailed transactions to the Project financial reporting by expense category, Project Component and financier.

Logical framework

Narrative Summary	Key Performance Indicators ¹	Means of Verification	Assumptions (A) / Risks (R)
Goal: Poverty reduced in artisanal inland fishing and small-scale fish-farming households in target communities	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 15,800 households receiving services from the project of which 9,980 associated with productive activities (fishing, fish processing and trading) and 5,820 associated with community development 4,300 HH out of poverty by project end 	Baseline survey End of project assessment Health sector rapid assessments Impact assessment surveys Beneficiary database	(A) Long term political engagement, economic stability (A) Natural disasters do not impact local livelihoods and local food security strategies (A) Government assumes investment for social services
Project Development Objective: Improved food security and nutrition among artisanal inland fishing and fish-farming households	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 15,800 HH experience a reduction in the prevalence of chronic malnutrition from 29.2% to 25% ▪ 4,700 HH (30% of HH receiving project services) experiencing an improvement in dietary diversity index 	Baseline survey End of project assessment Special project studies Impact assessment surveys Beneficiary database	(A) Prices remain within foreseeable inflation (R) Absence of service providers in project areas (R) Weak FM capacity in implementing agency.
Component 1: Inland Fisheries			
Outcome 1: Inclusive, sustainable inland fisheries sector development and management contributing to strengthened livelihood strategies at household level	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 3,300 fishermen, processors and traders reporting production/yield or sales increase ▪ 10,000 households with 30% increase in income levels ▪ 1 market and 5 processing facilities functioning 	Baseline survey End of project assessment IFAD supervision reports Project statistics	(A) Continued access to land by small-scale fish-farmers/traders/farmers (A) Industrial fishing has limited effect on artisanal fisheries (R) Local authorities fail to manage project support infrastructure
Output 1.1: Institutional capacity strengthened (national, provincial, local / extension service)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Fisheries monitoring system in use in inland fishing areas between project year three and the end of the project ▪ 30 IPA staff trained in 3-4 of the following subjects: fish technology and fisheries management, outreach, climate change, gender, social issues and HIV/AIDS* 	Baseline survey End of project survey Field staff reports Progress and annual reports Service provider reports Final report on the vulnerability and risk assessment and climate change adaptation proposal	(A) Effective coordination between the Ministry of Fisheries and other ministries (A) Good receptivity and effective involvement on the part of community members (A) Sound collaboration at community level between stakeholders and local authorities (A) Receptivity to good practices on the part of fishermen and other stakeholders (R) Delays in the recruitment and positioning of extension workers and other staff in the field (R) Delays in decision taking concerning proposed management measures (R) Delays in construction and supply of
Output 1.2: Improved community participation in economic and wider local development processes	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 60 climate change vulnerability assessments carried out ▪ 60 community development plans included in municipal government plans ▪ 60 communities targeted with awareness raising and educational interventions on climate change, gender, food security nutrition, mine detection and HIV/AIDS ▪ 20 communities in contiguous areas covered with 20 Savings 	Three monthly reports of service providers	(R) Delays in decision taking concerning proposed management measures (R) Delays in construction and supply of

¹ All targets to be revised after the completion of the baseline survey when Project-specific data becomes available. All indicators will be disaggregated by gender (men/women or men headed household/women headed household. Other activity related indicators will be collected by project implementers to track targeting effectiveness, and results obtained by men and women targeted), age and target group where relevant.

	Groups, properly trained in financial management skills and supervised by specialized service providers and operating actively at project end		equipment (R) Delays in the appointment of staff to operate the new facilities
Output 1.3: Increased quantity and quality of fish produced and sold on a sustainable basis	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 3,000 people trained in fish production practices/technologies practices along the fish production chain* ▪ 10,000 people trained in functional literacy* ▪ 5,600 people trained in post-production, processing and marketing* 		
Output 1.4: Improved market related infrastructure	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 40 Km of roads constructed / rehabilitated ▪ 5 market, processing facilities constructed/rehabilitated ▪ 30 villages with improved transport routes 		
Component 2: Aquaculture			
Outcome 2: Inclusive, sustainable small-scale aquaculture sector management & development contributing to strengthened livelihood strategies at household level	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 960 fish-farming households reporting production / yield increase ▪ 960 households with 30% increase in income levels* 	Baseline survey End of project assessment IFAD supervision reports Project statistics	(A) Continued access to land by small-scale fish-farmers/traders/farmers (A) IPA assumes extension agents as part of operational costs after two years (A) Good governance practices in place
Output 2.1: Institutional capacity strengthened (national, provincial, local / extension service)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Aquaculture monitoring system in use in target areas between project year three and the end of the project ▪ 20 government officials/staff trained in aquaculture management, outreach, climate change, gender, mines, social issues and HIV/AIDS* 	Baseline survey End of project survey Field staff reports Hatchery reports Progress and annual reports Service provider reports	(A) State institutions execute maintenance of infrastructure (R) Existing policy constraints impede achievement of component outcome (R) Government does not have resources to sustain hatchery and milling station infrastructure improvements after close of project. (R) Difficulties to define effects of CC. (R) Limited institutional capacity in CC in project institutions could impede achievement of objectives.
Output 2.2: Improved community participation in economic and wider local development processes	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 10 climate change vulnerability assessments carried out ▪ 10 community development plans included in municipal government plans ▪ 5 communities in contiguous areas covered with 5 Savings Groups, properly trained in financial management skills and operating actively at project end ▪ 10 communities targeted with awareness raising and educational interventions on climate change, gender, food security nutrition, mines and HIV/AIDS 	Three monthly reports of service providers	
Output 2.3: Increased quantity and quality of fish produced in fish ponds and sold on a sustainable basis	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 960 fishponds supported by the project* ▪ 1,300 people trained in aquaculture production, processing, marketing and functional literacy* 		
Output 2.4: Hatchery infrastructure provides project clients with required inputs	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 1 million fingerlings produced and distributed to farm-fishing households 		